Clio. Femmes, Genre, Histoire

18 | 2003
Mixité et coéducation

Genre et mixité des certifications professionnelles, d'une guerre à l'autre

Jean Castets

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/11804>
DOI : 10.4000/clio.11804
ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2003
ISBN : 2-85816-706-0
ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Jean Castets, « Genre et mixité des certifications professionnelles, d'une guerre à l'autre », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 18 | 2003, mis en ligne le 08 février 2005, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/clio/11804> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.11804>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Genre et mixité des certifications professionnelles, d'une guerre à l'autre

Jean Castets

- 1 « *The girls were the ones who made the move* », écrit Siân Reynolds à propos de la scolarisation des filles dans le secondaire et de leur fréquentation des mouvements de jeunesse dans la France de l'entre-deux-guerres¹. Elargir l'angle de vue en s'intéressant à l'accès à la certification professionnelle des filles et des garçons permet de conforter le point de vue de l'historienne, en l'appliquant ici à des groupes sociaux plus massifs, et vient contredire un certain nombre d'affirmations développées dans des travaux sociologiques². Menée à l'échelle d'un département, le Rhône, et replacée dans une chronologie spécifique, l'entre-deux guerres et la période de Vichy, l'étude déconstruit les résultats agrégés des enquêtes Formation-Qualification Professionnelle en replaçant la construction des hiérarchies salariales dans une conjoncture qui influe sur le genre et la mixité des formations et des certifications.
- 2 Au tournant des XIX^e et XX^e siècles est institué par la loi un certificat sanctionnant le suivi d'un apprentissage professionnel : le Certificat de Capacité Professionnelle, créé en 1911, est remplacé en 1919 par le Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP)³. La définition d'une « épreuve légitime »⁴ garantissant l'acquisition d'une culture professionnelle est un élément clé de l'ordre salarial qui se construit au XX^e siècle en liant diplôme et emploi. À en croire une circulaire du ministère de l'Éducation nationale du 4 mai 1938, les « *certificats d'aptitude professionnelle sont devenus la référence habituelle de qualification en usage dans les conventions collectives de travail* ». Il s'agit de démontrer ici que, contrairement aux idées reçues, les filles y jouent un rôle majeur en investissant les formations spécifiques ou mixtes, créées ou développées dans l'entre-deux-guerres.

Genre et mixité des systèmes de formation

- 3 Depuis les lois Ferry de 1881-1882, filles et garçons sont soumis à l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de treize ans. En 1936, cette obligation est portée à quatorze ans. La plupart des jeunes arrêtent là leur scolarité et sont mis au travail. La loi Astier de 1919, créant le CAP, a pour objectif de leur assurer une formation professionnelle organisée et sanctionnée par un examen. Dans une société où les emplois salariés prennent une place grandissante, le mode de reproduction familiale est en crise. Les contemporains déplorent la « crise de l'apprentissage »⁵. L'État, garant de l'ordre social, est sommé d'y remédier. Obligation est faite aux communes de mettre sur pied des cours professionnels pour les jeunes gens et les jeunes filles de moins de dix-huit ans employés dans le commerce et l'industrie. Ils et elles doivent suivre des heures d'enseignement prises sur le temps de travail et dispensés dans des locaux spécifiques. En fait, seule une minorité du public visé fréquente ces cours. Les « petites mains » continuent à dominer dans la main d'œuvre juvénile⁶. Pourtant à Lyon, les cours semblent avoir rencontré un succès plus important qu'ailleurs⁷.
- 4 À Lyon, la municipalité a confié l'essentiel de l'organisation de ces cours à la Société d'Enseignement Professionnel du Rhône (SEPR). Créée sous le Second Empire (1864) par des hommes d'affaires saint-simoniens, cette institution a largement précédé les initiatives de l'État. L'inspiration saint-simonienne des fondateurs de la SEPR les a conduit à prendre des initiatives hardies quant à la gestion des rapports entre les sexes⁸. En 1867, des « cours pour dames » viennent s'ajouter aux « cours pour hommes ». Surtout, en 1874, sont ouverts des cours mixtes. Bien qu'elle concerne alors des adultes, cette création suscite la méfiance. Elle n'en est pas moins maintenue et, bien des années plus tard, les dirigeants de la SEPR se félicitent d'avoir promu par la mixité une « véritable éducation morale »⁹. En 1926, le bureau des commissaires (représentants des auditeurs) devient mixte à la demande des auditrices¹⁰.
- 5 Parler de libre expression du féminisme au sein de la SEPR n'est pas un abus de langage. Cette ouverture retentit sur la fréquentation des cours. De 1919 à la guerre de 1939, les femmes représentent toujours plus de 40% de l'effectif total et font même pratiquement jeu égal avec les hommes au cours des années 1930¹¹.

- 6 Un quart environ des effectifs d'inscrits à la SEPR suivent des cours mixtes, c'est à dire ouverts en même temps aux hommes et aux femmes. Les enseignements destinés à améliorer les connaissances utiles dans les emplois de bureau, dits « cours commerciaux », sont plus souvent mixtes que les autres, comme les cours de « techniques comptables et mécanismes des entreprises » et de « dactylographie ». Inversement les cours préparatoires aux professions de la métallurgie, du bois, de l'électricité sont réservés aux hommes, alors que ceux du vêtement (presque toujours) et de l'enseignement ménager sont féminins. L'espace de mixité ouvert dans la préparation aux emplois de bureau enregistre leur féminisation. Les cours de sténodactylographie et de sténotypie sont soit mixtes, soit réservés aux femmes : il n'y a pas de cours réservés aux hommes. Reste que cette mixité inégale, aux proportions sexuées non encore établies, obtient une reconnaissance institutionnelle qui ne sera pas sans effet lors du mouvement social de 1936, parce qu'elle pèse sur les conditions des négociations.
- 7 La taxe d'apprentissage, imposée aux entreprises par une loi de 1925, profite à la SEPR¹², mais les cours professionnels n'ont pas le monopole de la formation professionnelle préparant à l'examen du CAP. La loi de 1919 a autorisé les élèves de l'enseignement technique à s'y présenter¹³. Dans cet ordre d'enseignement, qu'il soit public ou confessionnel, la règle est celle de la séparation des sexes. Il existe à Lyon deux Écoles Nationales Professionnelles (ENP) à la fin des années 1930, une pour les garçons et une pour les filles, formellement destinées à la production des cadres moyens de l'industrie et du commerce. En pratique, ces ENP de La Martinière forment aussi des ouvrier/e/s et employé/e/s qualifié/e/s dans leurs sections industrielles et commerciales. L'ENP de filles comporte deux sections. Hors les examens propres à l'école, les élèves de la section industrielle présentent les CAP de couturière, brodeuse, lingère, strictement féminins. Celles de la section commerciale passent les CAP de sténodactylographe, aide-comptable et employée de commerce qui sont des certifications mixtes. À l'échelle du département existent deux Ecoles Pratiques de Commerce et d'Industrie, à Oullins et à Tarare. En fait, celle d'Oullins a une spécialisation exclusivement industrielle et n'accueille que des garçons. En revanche celle de Tarare, qui met sur pied en 1939 une section commerciale, la conçoit mixte. La mixité décidée alors semble résulter de la faiblesse des effectifs de l'école et non d'un projet réfléchi de coéducation. Toujours est-il que sa possibilité est liée à la nature « genrée » des emplois pouvant être obtenus à la sortie.
- 8 Les Écoles Primaires Supérieures (EPS) et Cours Complémentaires (CC), définis comme des institutions d'enseignement général, assurent en fait, inégalement selon les établissements, une formation plus ou moins développée aux métiers de bureau. Si les établissements sont spécifiques soit aux filles soit aux garçons, si existe à l'intérieur une véritable phobie d'une possible promiscuité, ils préparent à une certification qui, elle, est mixte, en décalage avec l'offre de travail dans les emplois de bureau marqués, au cours de la période, par une forte féminisation¹⁴. À partir de 1934, les Cours Complémentaires obtiennent la reconnaissance officielle de leurs sections professionnelles. À Lyon, les deux sections professionnelles reconnues dans les Cours Complémentaires de filles préparent aux métiers de bureau, alors que les deux reconnues dans les CC de garçons préparent aux métiers du métal et du bois. Le suivi de ces cours est sanctionné, à partir de 1937, par le Certificat d'Études Complémentaires Commerciales ou Industrielles. Pour les filles la sélection à l'examen se fait sur la

composition française et l'orthographe alors que pour les garçons c'est l'épreuve pratique qui est valorisée. Contrairement aux instructions officielles, les enseignantes des EPS et des CC n'accordent qu'une place mineure à l'enseignement de la couture et des travaux ménagers¹⁵. Il n'y a que la Martinière des filles pour insister sur les travaux ménagers¹⁶.

- 9 L'enseignement catholique a développé, de son côté, des écoles d'enseignement technique et professionnel pour les garçons (École de La Salle, Ecole d'Apprentissage Supérieur...), mais il existe aussi pour les filles une école de l'ordre primaire supérieur qui assure la formation d'employées de bureau. Leur stratégie est différenciée par rapport à la certification : diplômes-maison et/ou présentation au CAP. Les cours privés à but lucratif sont par ailleurs nombreux à Lyon depuis le début du XX^e siècle : leur public semble très majoritairement féminin, mais certains cours sont mixtes comme chez Pigier ou chez Pitiot¹⁷. Ces établissements se soumettent très inégalement aux normes scolaires. Seuls quelques-uns annoncent, dans leur publicité, préparer aux examens officiels. Ils semblent en fait donner, parfois en temps très court, une technique dactylographique ou comptable à des élèves issu/e/s de l'enseignement primaire supérieur.
- 10 La loi Astier, dans son principe, entendait faire en sorte que la masse des jeunes salarié/e/s suive des cours professionnels sanctionnés par le CAP. De ce fait, la mixité, minoritaire mais bien réelle, des cours de la SEPR lyonnaise prend un relief particulier. L'élite scolaire fréquentant les établissements d'enseignement technique se présente aussi souvent au CAP. Pour les filles, il n'y a pas grande distance entre la formation primaire supérieure dispensée dans les EPS et les CC et la formation aux métiers de bureau relevant de l'enseignement technique. La scolarisation des filles dans l'enseignement primaire supérieur, où elles deviennent plus nombreuses que les garçons au cours de l'entre-deux guerres, les prépare, de fait, à une possible certification professionnelle dans les emplois de bureau.

Le genre de la certification professionnelle

- 11 Il faut souligner d'emblée que ne sont pas disponibles actuellement les statistiques sexuées, à l'échelle nationale, des réussites aux CAP. Les enquêtes rétrospectives (FQP) utilisés par les sociologues concluent au moindre accès des filles au CAP pour les générations nées avant la Seconde Guerre mondiale. Elles attribuent, *a priori*, une grande importance aux CAP ménagers dans lesquels les filles seraient enfermées¹⁸. Les périodisations chronologiques très larges (« génération née avant 1939 ») ne permettent pas de prendre en compte les évolutions produites sur des temps courts marqués par une conjoncture politique et sociale spécifique, que ce soit celle du mouvement social de 1936 ou celle des années de guerre. L'exemple rhodanien¹⁹ contredit l'affirmation de l'assignation des filles à une formation ménagère sans réelle finalité professionnelle : dans la seconde moitié des années 1930, les filles sont plus nombreuses que les garçons à obtenir un CAP, et leur domination ne doit pas grand chose aux CAP ménagers.

- 12 La très forte augmentation des CAP mixtes de sténodactylographe et d'aide-comptable explique la supériorité numérique des filles : 87 lauréats dont 86 filles en 1937, 276 lauréates en 1938 pour la dactylographie ; 52 aides-comptables dont 48 filles en 1937, 84 dont 65 filles en 1938, 162 dont 130 filles en 1939. Inversement, comme le montre le graphique suivant, les CAP strictement masculins de la métallurgie ont connu une érosion dans la première moitié des années 1930. La forte augmentation enregistrée en 1938 ne leur fait pas alors rattraper le niveau qui était le leur en 1931. C'est que ne sont pas seulement en cause les effets différenciés de la crise économiques sur les emplois ouvriers et les emplois de bureau. Les conventions collectives et accords salariaux négociés dans le département du Rhône ne font pas la même place aux diplômes pour le classement dans la grille des salaires.

- 13 Les femmes, ici comme ailleurs, sont présentes dans la métallurgie avant même la guerre de 1914. Les conventions collectives de 1936 leur reconnaissent parfois une qualification. Ainsi, la convention collective de la métallurgie du Rhône répertorie, dans le groupe des manomètres, des « soudeuses, monteuses et régleuses hautement qualifiées ». Mais leur salaire de base est inférieur à celui d'un manœuvre homme ordinaire. La qualification n'est pas la classification. Les femmes sont exclues du classement comme professionnelles²⁰. Pour les hommes, le CAP est une condition favorable, mais non contraignante, du classement comme ouvrier professionnel. L'épreuve légitime reste l'essai professionnel. Inversement, dans les emplois de bureau, la négociation d'un accord salarial en 1936 fait du diplôme un critère classant et d'autre part ne fait pas de distinction de sexe entre les salariés. En effet, la Chambre Syndicale

des Secrétaires Sténo-dactylographes de Lyon et région et l'Union des Chambres Syndicales Patronales signent, le 21 juin 1936, un accord salarial qui définit trois catégories de « traitements mensuels garantis aux employés des deux sexes »²¹. Du dactylographe au secrétaire sténo-dactylographe chef de service, le classement opéré est fonction de l'ancienneté dans la profession ou des diplômes. Cet accord fait, partiellement, jurisprudence. Dès le 24 juin 1936, le syndicat des employés de commerce CGT signe avec la même chambre syndicale patronale une convention collective de travail qui y fait référence en précisant que « dactylos et sténo-dactylos » seront payés au tarif syndical tout comme les ouvriers professionnels. Cet accord novateur semble devoir beaucoup à la personnalité des négociateurs. Le président et le secrétaire de la Chambre syndicale des Secrétaires Sténo-dactylographes sont des hommes appartenant à l'élite de la profession et professeurs à la SEPR. Ils dirigent un syndicat corporatif mixte.

La cassure des « années noires »

- 14 L'invasion et la défaite de 1940 provoquent l'effondrement numérique de la certification. L'évolution est particulièrement marquée pour les filles : le nombre total des lauréats du CAP diminue de 40%, les femmes sténodactylographes qui représentaient un quart des diplômés en 1939 ne sont plus que 16% en 1940. Le phénomène se poursuit et même s'accroît les années suivantes : en 1943 les dactylos ne représentent plus que 3% des CAP. Inversement, le nombre des CAP masculins de la métallurgie s'envole. Il n'y a pourtant pas de remise en cause de la sexuation des spécialités qui restent masculines, féminines ou mixtes. C'est l'accès des femmes à la certification qui a brutalement diminué. Seule la spécialité « arts ménagers » connaît un certain essor. Encore est-il bien limité en valeur absolue. On passe de 4% des CAP obtenus par des femmes en 1939 (22 lauréates) à 17% en 1943 (38 lauréates). Si Francine Muel-Dreyfus a fortement souligné le poids de « l'éternel féminin » dans l'idéologie de la Révolution nationale, il existe une continuité certaine avec les années d'avant-guerre. Au cœur de la crise économique et sociale, sous l'impact des discours familialistes sur la femme au foyer, une école d'enseignement ménager est ouverte à Lyon en 1932, suivie trois ans plus tard de la création d'un CAP spécifique. En 1941, l'enseignement ménager est devenu effectivement obligatoire dans l'enseignement primaire et secondaire.
- 15 La mixité des cours professionnels de la Société d'Enseignement Professionnel de Rhône est à l'origine, en 1874, une expérience quasi unique. Elle fait école durant l'entre-deux-guerres par le biais de l'augmentation des inscrits dans les cours professionnels mixtes, mais aussi par le développement de l'enseignement post-élémentaire pour les filles. Ainsi sont établies les conditions institutionnelles de l'accès des filles à la certification. Ce constat permet de rompre avec une vision statique et misérabiliste de l'éducation et de la formation professionnelle des filles, ainsi que l'ont déjà souligné les historiennes Siân Reynolds et Laura Lee Downs. Dans l'entre-deux-guerres, l'accès des filles à la certification professionnelle dessine un autre possible de l'évolution de la société salariale. Les hiérarchies salariales liant diplômes et emplois qui s'imposent postérieurement à la Seconde Guerre mondiale ont été promues par les filles. Leur investissement dans une scolarisation prolongée sert d'assise à leur insertion professionnelle dans les secteurs d'emplois les plus dynamiques du tertiaire.

Cette insertion a, sans nul doute, été contrariée par la politique du régime de Vichy à l'égard des femmes.

BIBLIOGRAPHIE

- BEAU Anne-Sophie, 2001, *Grand Bazar modes d'emploi. Les employé-e-s d'un grand magasin lyonnais. 1886-1974*. Thèse d'histoire, Université Lumière-Lyon 2.
- BOLTANSKI Luc et CHIAPELLO Ève, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BRIAND Jean-Pierre et CHAPOULIE Jean-Michel, 1992, *Les collègues du peuple*, Paris, INRP-CNRS.
- BRUCY Guy, 1998, *Histoire des diplômés de l'enseignement technique et professionnel (1880-1965)*, Paris, Belin.
- CLAIRE Jacqueline, 1997, « L'enseignement technique et professionnel féminin à Lyon dans la seconde moitié du XIX^e siècle », mémoire de DEA d'histoire, Université Lumière-Lyon 2.
- COURT Sophie, 1999, « Deux institutions d'enseignement technique des jeunes filles à Lyon (1877-1939) », *Bulletin du Centre Pierre Léon*, 1-2, p. 31-50.
- DURU-BELLAT Marie, KIEFFER Annick, MARRY Catherine, 2001, « La dynamique des scolarités des filles : le double handicap questionné », *Revue Française de Sociologie*, 42-2, p. 251-280.
- GARDEY Delphine, 2001, *La dactylographe et l'expéditionnaire. Histoire des employés de bureau, 1890-1930*, Paris, Belin.
- GUINOT Jean-Pierre, 1946, *Formation professionnelle et travailleurs qualifiés depuis 1789*, Paris, Domat.
- LEQUIN Yves, 1989, « L'apprentissage en France au XIX^e siècle : rupture ou continuité ? », *Formation-Emploi*, 27-28, p. 91-100.
- OMNES Catherine, 1997, *Ouvrières parisiennes. Marché du travail et trajectoires professionnelles au XX^e siècle*, Paris, EHESS.
- PRUDHOMME Bérangère, 2000, « Les Écoles Primaires Supérieures et les Cours Complémentaires de filles à Lyon (1879-1945) », mémoire de maîtrise d'histoire, Université Lumière-Lyon 2.
- REYNOLDS Siân, 1996, *France between the Wars. Gender and Politics*, London and New-York, Routledge.
- TERRAIL Jean-Pierre, 1992, « Destins scolaires de sexe : une perspective historique et quelques arguments », *Population*, 47-3, p. 645-676.
- ZANCARINI-FOURNEL Michelle, 1998, « *Collective Agreements in France in the 1930s : Products, Territories, Scales : the Saint-Etienne Example* », in Noël Whiteside et Robert Salais (eds), *Governance, Industry and Labour Markets in Britain and France. The modernising state in the mid-twentieth century*, Londres, Routledge, p. 178-192.

NOTES

1. Reynolds 1996.
 2. Terrail 1992 et Duru-Bellat, Kieffer, Marry 2001.
 3. Brucy 1998.
 4. Boltanski et Chiapello 1999.
 5. Lequin 1989.
 6. Guinot 1946.
 7. Archives Municipales de Lyon (désormais AML) 11M WP174, discours d'Edmond Labbé à l'inauguration de l'EPCI des Minîmes, le 20 février 1927.
 8. Claire 1997.
 9. Archives privées de la SEPR, Compte rendu annuel SEPR 1915.
 10. Compte rendu annuel SEPR 1932.
 11. Compte rendu annuel SEPR 1945, comprenant un tableau répitulatif.
 12. Compte rendu annuel SEPR 1926.
 13. Brucy 1998.
 14. Gardey 2001.
 15. Prudhomme 2000.
 16. Court 1999.
 17. Entretiens avec d'anciennes élèves.
 18. Terrail 1992.
 19. Inspection Académique du Rhône, Registres des CAP délivrés.
 20. Omnès 1997 ; Zancarini-Fournel 1998.
 21. ADR, conventions collectives (dossier en cours de classement).
-

RÉSUMÉS

L'article examine les formations professionnelles et la certification des filles et des garçons de 1919 à 1945 dans la région lyonnaise. S'éloignant d'une vision statistique et misérabiliste ou trop globale, il montre que dans l'entre-deux-guerres une véritable certification, à la fois mixte et genrée, a existé pour les filles, comme pour les garçons, et que le régime de Vichy par sa politique à l'égard des filles et des femmes, a contrarié cette évolution. Cependant, à défaut d'une formation technique, la scolarisation prolongée ds filles a permis leur insertion professionnelle dans les secteurs d'emplois les plus dynamiques.

The article considers the professional training and certification of boys and girls between 1919 and 1945 in the Lyons region. Contrary to common negative representations, it shows that girls, like boys, profited in the interwar period from a certification process that was both coeducational and gendered. The Vichy regime's policies with respect to girls and women then countered this evolution. Nonetheless, despite lack of access to technical training, the extended schooling of girls allowed them to find professional employment in those areas that were the most dynamic.

AUTEUR

JEAN CASTETS

Jean CASTETS est docteur en histoire. Sa thèse porte sur les mobilités sociales au XIX^e siècle. Il a publié récemment « Enquête sur les parcours scolaires et les parcours sociaux des élèves inscrites dans les années 1930 au cours supérieur et au cours complémentaire du parc Chabrières à Oullins », *Cahiers Masculin/Féminin* n°2, « Écoles et mixités », p. 17-26. Professeur agrégé d'histoire au lycée d'Oullins, il travaille actuellement sur le genre des formations et les parcours professionnels et sociaux dans l'entre-deux-guerres.